Le commandant Cloué ayant écrit de nouveau, il reçut la lettre suivante, sans signature, et la retourna telle quelle au général américain :

Le général Weitzell au commandant Cloué, 17 novembre.

« Le général Mejia et moi avons déjà eu plus de correspondance que je ne l'aurais voulu ; je n'aime pas écrire des lettres. Ce n'est pas mon métier, et je n'ai pas été envoyé ici par mon gouvernement pour écrire des lettres. Je vous répète donc que vous ou le général Mejia prendrez, sans me la faire partager, la peine de correspondre avec moi. »

Sur ces entrefaites, il se passa, sur la rive du Rio-Bravo, un incident des plus graves. Nous avons parlé plus haut de la petite ville de Bagdad, située sur la rive mexicaine, à l'embouchure du fleuve, à quelques kilomètres de Matamoros et de la place texienne de Brownsville. Le 5 janvier, au matin, cette ville fut envahie par un millier de soldats nègres en uniforme américain, portant sur leurs chapeaux le nom de *Cortina*. Après avoir traversé le Rio-Bravo, ces soldats se répandirent par les rues et les maisons en poussant de grands cris. Ils courent à la prison, mettent en liberté un sieur Foster, emprisonné pour vol et meurtres, et surprennent la garnison impérialiste, forte de 200 hommes, qui furent emmenés à Clarkville, dans le Texas, et enrôlés de gré ou de force dans les troupes de Cortina. Le pillage commence immédiatement, le nombre des bandits augmente à chaque instant, grâce aux renforts qui leur arrivent en traversant le fleuve. Parmi eux on distingue plusieurs officiers américains de la garnison de Clarkville, notamment un colonel, Arthur Reed, et le général Crawford. Bientôt arrive Escobedo avec une troupe mexicaine, et les habitants libéraux de Bagdad se joignent aux pillards. L'*Antonia* avait allumé ses feux et, résistant victorieusement aux attaques dirigées contre elle, s'était mise en sûreté en remontant le fleuve. Le vapeur français *la Tisiphone*, commandé par le lieutenant de vaisseau la Bédollière, se rapproche de la terre et recueille dans un de ses canots quelques habitants qui fuyaient devant une menace de mort. Pendant plusieurs jours, les pillards, traversant et retraversant le fleuve, transportèrent leur butin sur la rive texienne. Les troupes américaines

restèrent dans Bagdad jusqu'au 22 janvier. Les troupes juaristes en furent chassées le 25, par un détachement de 650 Austro-Mexicains, commandés par le colonel Kodolich, qui rétablit l'autorité impériale. Le général américain répudia toute responsabilité des faits, attribués par lui à des soldats licenciés, et il prétendit que les troupes américaines n'étaient venues à Bagdad que pour protéger les habitants contre les soldats. Le gouvernement de Washington rappela le général commandant les forces américaines et fit emprisonner le général Crawford, ainsi que les officiers et les soldats qui avaient participé au pillage de Bagdad. Le danger d'une rupture avec les Etats-Unis était donc momentanément écarté ; mais la position du général Mejia, dans Matamoros, était toujours des plus critiques. Ses troupes ne touchaient plus de solde, et il demandait avec instance qu'on lui envoyât de l'argent ; mais le trésor impérial était vide, et le maréchal dut prendre sur lui, pour empêcher les troupes de Mejia de se débander, de lui faire encore avancer trois cent mille francs par le trésorier de l'armée. Il fut chaudement remercié par l'empereur Maximilien et fortement blâmé par Napoléon III. Ce dernier souverain, fatigué de la guerre du Mexique, préoccupé de la persistance avec laquelle l'opinion publique s'élevait contre cette guerre et réclamait le retour de nos troupes, persuadé que le pouvoir de Maximilien, au lieu de s'affermir, s'affaiblissait de jour en jour, cherchait par tous les moyens possibles à se renseigner sur les causes de cet affaiblissement, demandant la vérité aux correspondances exagérées et contradictoires des officiers du corps expéditionnaire. Soucieux par-dessus tout d'éviter toute chance de guerre avec les Etats-Unis, il commençait à entrevoir une solution bien différente de celle qu'il avait rêvée au début des affaires du Mexique, ou plutôt il revenait à la solution qu'avait indiquée, après la prise de Puebla, son ministre des affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuis : trouver un gouvernement républicain autre que celui de Juarès, avec qui l'on pût traiter honorablement, stipuler une indemnité fondée sur les réclamations élevées par la France, et se retirer. Mais ce qui eût été probablement facile au mois de juillet 1864, avant que la couronne eût été offerte à Maximilien, ne l'était plus du tout depuis que le même Maximilien avait été porté

et soutenu par nous sur le trône impérial. Il était devenu impossible de formuler nettement une pareille solution ; on ne pouvait y arriver qu'en déterminant l'empereur lui-même à une abdication jugée désormais nécessaire. Napoléon III, dans une lettre écrite confidentiellement au maréchal Bazaine et qui nous paraît être restée ignorée jusqu'à la publication récente du livre de M. Gaulot sur le Mexique, allait jusqu'à lui dire : « Si par hasard l'empereur Maximilien n'avait pas l'énergie voulue pour rester au Mexique après le départ de nos troupes, il faudrait convoquer une junte, faire organiser un gouvernement et amener par notre influence le choix d'un président de la république dont les pouvoirs devraient durer six à dix ans. Ce gouvernement devrait naturellement s'engager à payer la plupart de nos avances sur le Mexique. Il est clair qu'il ne faudra recourir à cette combinaison qu'à la dernière extrémité, car mon plus vif désir, c'est que l'empereur Maximilien puisse se soutenir. »

Il semble que cette insinuation était assez claire pour autoriser et même pour engager Bazaine à entrer dans une voie où il devait fatalement agir avec duplicité. Maximilien, nous allons le voir d'ailleurs, se mit autant et plus que le général en chef de l'armée française, dans le cas d'être accusé de manquer de franchise. Les relations entre ces deux hommes étaient marquées par les alternatives les plus contraires. Lorsque le maréchal pouvait voir l'empereur, il était rare qu'ils ne parvinssent pas à s'entendre. Le maréchal ne pouvait se défendre d'une certaine faiblesse vis-à-vis du souverain sous les pas duquel il avait aplani tant de difficultés, et loin d'exécuter dans toute leur rigueur, vis-à-vis de lui, les instructions officielles et confidentielles qui lui venaient de Paris, il allait souvent à l'encontre de ces instructions, en s'exposant au blâme et aux reproches de son souverain. Mais lorsque les affaires réglées d'un commun accord entre l'empereur et le maréchal en arrivaient, pour les détails d'exécution, au cabinet de Maximilien ou à son ministère, les difficultés surgissaient, et le mauvais vouloir se manifestait de la manière la plus évidente : le maréchal, froissé, se raidissait, et les cartes se brouillaient. D'un autre côté, l'empereur, porté par sa nature à une certaine intempérance de langage, prenait part, plus qu'il ne l'aurait fallu, aux propos tenus autour de lui sur le maréchal, et celui-ci, comme il arrive en pareil cas, ne manquait jamais d'être mis au courant des paroles du souverain. Maximilien semblait avoir prévu les conséquences de ces indiscrétions plus ou moins calculées, car il disait un jour à Bazaine : « Si l'on vous dit quelque chose de moi, n'y ajoutez aucune importance, cela ne doit pas altérer nos bonnes relations. »

Cependant M. Eloin était parti pour l'Europe, et il avait été remplacé auprès de Maximilien par un officier français, le capitaine Pierron, qui, cela va sans dire, était animé de sentiments bien différents de ceux de son prédécesseur, ce qui avait amené une certaine détente dans les rapports réciproques du cabinet de l'empereur et du quartier général de l'armée française; mais Maximilien, dans son désir de voir occuper sérieusement tous les points sur lesquels il lui semblait important de veiller, réclamait constamment du maréchal des mesures dont l'exécution aurait eu pour résultat la dispersion de nos forces déjà bien disséminées. Voici un exemple de ces réclamations. La petite ville de la Paz, capitale du territoire de la basse Californie, située au sud-est de ce territoire, à cinq cent cinquante lieues environ de Mexico, avait adhéré à l'intervention dans le commencement de l'année 1865, et par les soins du commandant de l'escadre française, avait reçu des autorités impérialistes. Mais à peine nos forces s'étaient-elles éloignées, que les habitants, parmi lesquels dominait l'élément américain, se prononcèrent de nouveau en faveur des juaristes. En apprenant ces faits, Maximilien écrivit au maréchal Bazaine, le 17 décembre 1865 :

« Maréchal (et non plus mon cher maréchal),

» Je viens d'apprendre qu'une contre-révolution a éclaté à la Paz, et que les autorités impérialistes ont dû se retirer. Cette révolte a été opérée par une centaine d'hommes. Bien que l'importance politique de la basse Californie soit peu considérable, cette contre-révolution produira sur l'opinion publique, aux Etats-Unis et en Europe, le plus fâcheux effet, en donnant lieu de croire que, loin de pacifier le pays, nous perdons au contraire du terrain. Je désire donc que vous me fassiez connaître s'il ne serait pas possible d'envoyer à la Paz une compagnie française, dont la présence dans le port

suffirait pour y rétablir l'ordre, et conserver cette province à l'empire.

» Votre bien affectionné.

» MAXIMILIEN. »

Le maréchal jugea avec raison que c'était bien assez pour les Français d'occuper sur le Pacifique les points dangereux et malsains d'Acapulco, de Mazatlan et de Guaymas, dans le golfe du Mexique ceux de Matamoros, de Tampico, de Vera-Cruz, d'Alvarado et de Campêche ; il se refusa donc à ce nouvel éparpillement de ses forces.

Cependant l'impératrice Charlotte avait goûté encore une fois les douceurs du pouvoir souverain et l'ivresse des acclamations populaires, dans un voyage qu'elle venait de faire au Yucatan. L'empereur avait depuis longtemps formé le projet de visiter cette riche presqu'île, un des plus beaux joyaux de la couronne du Mexique, mais la situation était devenue trop critique pour que le souverain pût s'éloigner de Mexico. L'impératrice dut le remplacer dans cette visite annoncée depuis longtemps. La question politique et l'hostilité des partis s'étaient compliquées dans le Yucatan, par la guerre entre Mérida, la capitale, et Campêche, la ville la plus importante de l'Etat au point de vue commercial, ainsi que par la guerre d'extermination que les Indiens avaient déclarée aux créoles. Les habitants de Mérida, voulant avoir raison de sa rivale Campêche, avaient commis l'imprudence d'armer les Indiens. Campêche avait résisté à plusieurs attaques furieuses; les Indiens avaient refusé de déposer leurs armes, et, brûlant leurs villages, s'étaient réfugiés dans les bois, d'où ils sortaient pour dévaster le pays et commettre des atrocités dépassant les bornes de l'imagination. Depuis lors, il avait été impossible de les soumettre complètement. La ville de Mérida, sous l'influence du général Navarrete, s'était ralliée à l'intervention dès le commencement de l'année 1864. L'appui de l'escadre française lui avait été acquis, et le commandant du *Magellan* s'était emparé de Campêche le 22 janvier : le Yucatan tout entier se déclara dès lors en faveur de l'empire. Une garnison mixte, composée de la compagnie des volontaires créoles, de la compagnie du génie de la Martinique et d'une compagnie yucatanaise,

avait été installée à Campêche, en août 1864, et relevée au commencement de mai 1865, par 300 Autrichiens. Un petit corps de troupes mexicaines occupait l'intérieur du pays, qui n'était troublé que par la crainte des Indiens et les incursions des guérillas du Tabasco. Au mois de juin 1865, la canonnière *le Brandon* remonta la rivière de Palisada, avec un détachement de 400 Autrichiens et Mexicains, qui occupèrent cette ville le 5, et enlevèrent, le lendemain, les fortifications de Januta. Le général Castella, qui commandait au Yucatan, voulut tenter une expédition dans l'Etat de Tabasco, mais les soldats mexicains furent saisis de terreur à la vue des Indiens et prirent la fuite. L'ennemi vint alors canonner Januta, que le *Brandon* secourut. Plus tard, c'est-à-dire à la fin d'août 1865, les tentatives des guérillas du Tabasco ne s'étant pas renouvelées, les Autrichiens purent être retirés de Campêche, où ils souffraient beaucoup du climat.

L'impératrice, accompagnée d'une suite nombreuse, s'embarqua, le 20 novembre, à bord du vapeur mexicain *le Tabasco*, qui prit immédiatement le large, escorté par la frégate autrichienne *le Dandolo*. Elle débarqua le 23, après une traversée contrariée par le mauvais temps, à Sizel, petite bourgade d'environ 1,200 âmes, servant de port à la ville de Mérida, et occupée par les troupes mexicaines; de là, elle se rendit à Mérida, où elle séjourna huit jours, au milieu de fêtes incessantes, puis à Campêche. Les Yucatèques, vêtus de blanc, suivant leur coutume, se pressaient sur son passage. Elle se rembarqua à Campêche, sur le *Tabasco*, et rentra le 20 décembre à Vera-Cruz, d'où un train spécial la transporta à Paso-del-Macho. Elle repassa par Orizaba et Puebla, où elle retrouva l'enthousiasme des premiers jours. A peu de distance de Mexico elle fut rejointe par l'empereur, qui venait à cheval au-devant d'elle. Ils arrivèrent ensemble, le 3 janvier, à Cuernavaca, et se préparaient à poursuivre leur voyage dans les terres chaudes de l'Etat de Guerrero, lorsqu'ils apprirent la mort de Léopold Ier, survenue au château de Laeken, le 10 décembre précédent. Les souverains reprirent alors la route de Mexico, où ils reçurent, le 15 janvier, les condoléances de toutes les autorités françaises et mexicaines.

L'annonce officielle de la mort de Léopold, ou plutôt la notification de l'avènement de Léopold II, frère de l'impéra-

trice Charlotte, au trône de Belgique, fut apportée, le 14 février, à Mexico par une mission spéciale, à la tête de laquelle se trouvait le général Foury, et dont faisait partie le baron d'Huart, officier d'ordonnance du comte de Flandre. Cette mission repartit de Mexico le 4 mars; elle était parvenue à soixante-dix kilomètres de la ville, lorsqu'une dizaine de bandits, cachés derrière les arbres, firent feu sur les voyageurs. Quatre de ceux-ci furent blessés, et le baron d'Huart fut atteint mortellement d'une balle dans la tête. Averti rapidement de cet attentat, l'empereur monta à cheval, courut au Rio-Frio, en ramena les blessés et le cadavre de M. d'Huart, à qui l'on fit des funérailles solennelles.

Cet incident redoubla encore la tristesse qui avait fini par s'emparer du cœur des deux jeunes souverains, devant qui semblaient s'amonceler les présages funestes et les avertissements sérieux; mais tout en s'attristant des uns, ils ne tenaient pas un compte suffisant des autres. Ils ne leur étaient donnés, il est vrai, que sous une forme peu précise. Napoléon III avait décidé que l'évacuation des troupes devait être terminée dans un délai de dix-huit mois, c'est-à-dire à la fin du mois d'avril 1867. Les ordres donnés en ce sens au maréchal Bazaine étaient formels, mais le soin de porter cette décision à la connaissance de l'empereur Maximilien fut remis à un envoyé spécial, M. le baron Saillard, chargé plutôt de préparer les voies à un avertissement que de faire une notification officielle, si bien qu'il eut l'air de donner des conseils qui furent à peine écoutés. Napoléon III, le maréchal et M. Saillard avaient pensé que Maximilien, mis en éveil par les premières indications, demanderait des explications. Le baron Saillard partit même pour Vera-Cruz le 1er mars, avec l'espoir qu'il serait rappelé à Mexico : il n'en fut rien, et il se rembarqua pour la France sans que sa mission eût produit aucun effet. Maximilien dit même au maréchal, qui lui répétait les conseils apportés par l'envoyé extraordinaire des Tuileries : « L'empereur Napoléon m'a promis, en me donnant la main comme expression de sa parole, de me soutenir pendant cinq ans, et j'y crois. »

Dans la lettre que M. Saillard portait à Napoléon III de la part du maréchal Bazaine, celui-ci s'exprimait ainsi : « Je crois qu'il faut agir sans l'assentiment de la cour de Mexico,

dont le mauvais vouloir, basé sur des récriminations injustes, n'est pas loin de l'ingratitude. » Le maréchal proposait, en conséquence, d'échelonner le rembarquement des troupes à intervalles à peu près égaux. Le premier convoi devait partir en novembre 1866, le second en mai 1867, le troisième en décembre 1867. Nous verrons comment les événements précipitèrent ces dates et rapprochèrent les échéances. Quoi qu'il en soit, les avertissements donnés par le maréchal à l'empereur Maximilien n'eurent d'autre résultat que d'aigrir le souverain contre le général en chef. Le commandant Loysel fut envoyé en France avec mission de demander à Napoléon III le maintien de l'armée française au Mexique pour une période de cinq ans, et la continuation des secours en argent pendant six mois encore. Cette demande fut formellement repoussée, mais l'envoyé de Maximilien obtint une grande concession en ce qui concernait la légion étrangère. Cette légion devait rester dix ans au Mexique après le départ des troupes françaises. Elle devait comprendre : huit bataillons d'infanterie, deux escadrons de cavalerie, deux batteries de montagne, une compagnie du génie et une compagnie du train. Le maréchal Bazaine était autorisé à faire appel aux officiers de toutes armes, pour former les cadres, et aux soldats, pour compléter les effectifs. Les uns et les autres devaient s'engager à rester au service du Mexique pendant quatre années après l'évacuation. Des places dans les régiments de leurs armes respectives leur étaient réservées à leur rentrée en France.

En retour de cette concession, Napoléon demandait qu'on s'occupât enfin avec activité d'organiser l'armée mexicaine. Le maréchal proposa à l'empereur Maximilien de créer une division mixte, composée de deux brigades, l'une formée par notre légion étrangère sous les ordres du général Jeanningros, l'autre comprenant les troupes austro-belges sous le commandement du général de Thun. La division elle-même devait être commandée par un général français, dont le choix était fixé d'avance : c'était le général Brincourt. Cette division serait à la solde de la France : clause très avantageuse pour le trésor mexicain, mais ayant pour corollaire inévitable l'application au corps austro-belge du tarif des prestations et des règles de contrôle en vigueur dans l'armée fran-